



**« La situation politico-économique en Russie :
quelles implications sur les relations avec l'Union
Européenne ? »**

Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron **Eric DURIEUX**
dans le cadre du séminaire « Russie »

Directrice de séminaire : **Isabelle FACON**

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1 « La situation politico-économique en Russie : quelles implications sur les relations avec l'Union Européenne ? »

2 Mémoire de géopolitique

3 DURIEUX Eric, chef d'escadron, Terre, France - 14^{ème} promotion du CID

4 12 mars 2007

5 Division A – Groupe5

6 Si Vladimir Poutine reste très apprécié des Russes avec une cote de popularité de plus de 70%, son programme politique, entrepris depuis son accession au pouvoir en 2000 a rapidement inquiété les européens qui y ont vu les signes annonciateurs d'un détournement de la démocratie russe et une dérive autoritaire. Son plan d'action a pour objectif avoué la restauration de l'autorité de l'Etat, dans la perspective d'un retour de la Russie en tant que pièce essentielle sur l'échiquier international. Cela se traduit, sur le plan intérieur, par la mise en place de la « verticalité du pouvoir », dans le cadre d'un retour de la « dictature de la loi ». Dans le domaine économique, Vladimir Poutine effectue une reprise en main radicale du secteur énergétique dans ces structures internes, mais également dans sa vision des relations avec les partenaires européens.

Sur les deux aspects, le président russe se trouve sous le feu croisé de vives critiques de la communauté européenne. D'un côté, l'organisation du système russe suscite des mises en garde, justifiées par le recul des libertés publiques à l'intérieur du pays comme en Tchétchénie. De l'autre, la posture européenne de Moscou est dénoncée, notamment à travers l'utilisation systématique de l'arme énergétique. Néanmoins, beaucoup d'observateurs s'accordent sur le fait qu'un retour à la stabilité, après quinze années de soubresauts, est une caractéristique incontestable de la présidence de Vladimir Poutine. La réponse des européens pour faire face aux risques évoqués doit accorder davantage d'espace au pragmatisme. Elle gagnerait à partir d'une analyse réaliste, en tenant compte notamment de la nature fondamentalement différente de l'Union et de la Fédération.

7 Autocratie, dissuasion énergétique, droits de l'homme, économie en transition, pragmatisme, restauration, transition, Tchétchénie, valeurs communes.

**« La situation politico-économique en Russie :
quelles implications sur les relations avec l'Union Européenne ? »**

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE UNE « AUTOCRATIE DEMOCRATIQUEMENT LEGITIMEE » : LES MANQUEMENTS DE LA RUSSIE AUX VALEURS EUROPEENNES

Restauration de l'autorité du pouvoir
Réprimandes de la communauté européenne
Un État fort comme gage d'un retour sur la scène européenne

DEUXIEME PARTIE LE REGAIN DE VIGUEUR D'UNE ECONOMIE ENCORE INCERTAINE : LES RAISONS D'UNE RELATION ETROITE MAIS COMPLIQUEE

La transition économique inachevée
Contestations européennes face à la reprise en main radicale du secteur énergétique
Un nécessaire pragmatisme économique

INTRODUCTION

Vladimir Poutine mène une politique intérieure alignée sur deux axes principaux : "la dictature de la loi" et le rétablissement de "la verticale du pouvoir", entrés en vigueur en mars 2000, lors de son arrivée au Kremlin. Ce plan d'action, destiné à mettre un terme au morcellement du territoire russe et au désordre législatif, a pour objectif avoué la reconstruction d'un État fort en Russie. Mais, si l'ordre a effectivement repris du terrain après le chaos des années Eltsine, il semble également que le dirigisme ait pris le pas sur la démocratie, la "verticale du pouvoir" concernant désormais toute la population.

L'économie russe, dont la transition s'achève, reste encore marquée par son héritage soviétique. C'est une économie de rente, notamment du fait de l'importance des ressources pétrolières et gazières, avec les conséquences politiques et sociales, qu'engendre en général la prédominance de ces secteurs (corruption, inégalités). C'est enfin une économie où l'État joue un rôle majeur - qu'il s'agisse du contrôle des principales entreprises du pays ou de celui des secteurs « stratégiques », en particulier celui des ressources naturelles.

Sur les deux aspects, le président se trouve sous le feu croisé de vives critiques de la communauté européenne. D'une part, l'organisation du système russe suscite des mises en garde, justifiées par le recul des libertés publiques à l'intérieur du pays, et par une situation préoccupante en Tchétchénie. D'autres parts, la posture européenne de Moscou est dénoncée, notamment à travers l'utilisation systématique de l'arme énergétique.

Néanmoins, beaucoup d'observateurs s'accordent sur le fait qu'un retour à la stabilité, après quinze années de soubresauts est une caractéristique incontestable de la présidence de Vladimir Poutine et devrait contribuer à l'amélioration des relations Russie-UE. Il apparaît également que tant qu'une société civile suffisamment développée et responsable n'existera pas en Russie, il ne saurait y avoir d'alternative à une gestion autoritaire de la vie politique et économique du pays. Enfin, la réponse des européens pour faire face aux risques évoqués doit accorder davantage d'espace au pragmatisme, et gagnerait donc à se fonder sur une analyse plus réaliste, en tenant compte notamment de la nature fondamentalement différente de l'Union et de la Fédération.

PREMIERE PARTIE

UNE « AUTOCRATIE DEMOCRATIQUEMENT LEGITIMEE¹ » : LES MANQUEMENTS DE LA RUSSIE AUX VALEURS EUROPEENNES.

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine s'est accompagnée d'une reprise de contrôle, sans ménagement, de l'État, contestée par une partie de la population russe, mais également critiquée par une majorité de dirigeants européens, notamment lorsqu'il s'agit de la situation en Tchétchénie. La communauté européenne exprime donc régulièrement sa perplexité quant aux réelles capacités du pays à occuper son rang de puissance responsable, et impose, par le biais de ses institutions, des sanctions, souvent timides, à la Russie. Une majorité d'observateurs de la vie politique russe reconnaissent les bénéfices apportés par le retour à une certaine forme de stabilité en Russie sur les relations du pays avec l'UE. La restauration de l'État russe pourrait donc également apparaître comme un gage de retour du pays sur la scène politique européenne.

I. Restauration de l'autorité de l'État.

En 2000, Vladimir Poutine hérite d'un pays qui traverse une triple crise, identitaire, politique et économique. Le 8 juillet de cette même année, lors de sa première adresse à l'assemblée, il stigmatise, en ces termes, la situation à laquelle le pays est confrontée : *« Le déficit d'autorité a conduit des corporations privées et des clans à s'appropriier les fonctions de l'État (...) Mais l'État n'est pas une entreprise : ses fonctions ou institutions ne peuvent être achetées ou vendues, privatisées, concédées ou allouées(...) Dans le cas contraire, il ouvre la porte à la corruption et cesse d'être démocratique. C'est pourquoi*

¹ SHEVTSOVA Lilia, analyste de la politique russe, a qualifié, dans *La monarchie élective au temps de Poutine. Perspectives d'évolutions du régime politique et de ses problèmes*, la nature du pouvoir politique en Russie d'« autocratie démocratiquement légitimée », ou encore de « monarchie élective », Moscou Carnegie Center, janvier 2001

nous appelons avec insistance à une certaine forme de dictature – la dictature de la loi »²
Cette dénonciation fonde un projet de restauration de l'autorité de l'État qui se situe, depuis, au cœur de son action, et contribue à faire émerger certaines tendances de la société russe.

A. Dictature de la loi : le projet présidentiel de Poutine.

Vladimir Poutine a été élu par une société russe désorientée. Son projet se résume en une longue entreprise de consolidation, choisissant le redressement de l'économie comme base de la dignité recouvrée de chacun. Aidé par son ministre du Développement et du Commerce Gureman Gref, il pose le principe qu'il n'y aura pas de croissance sans investissement ; pas d'investissement sans climat favorable pour séduire les capitaux russes ou étrangers ; pas de climat sans liberté économique, sans sacrifices sociaux ni sans ordres ; pas d'ordre sans un État aminci, musclé, donc nécessairement autoritaire³.

1. La consolidation du pouvoir central

Soucieux de restaurer l'autorité de l'État, Poutine met donc en œuvre une démonstration de force contre les féodalités locales (la « *verticale du pouvoir* »). Le décret n°849 du 13 mai 2000 vise à faire en sorte que régions, territoire et républiques « *se soumettent aux décisions prises par les organes fédéraux* ». Il divise le territoire en 7 grands districts fédéraux à la tête desquels il nomme un représentant plénipotentiaire du président, dotés de pouvoirs étendus. Les gouverneurs, qui ne siègent plus au Conseil de la Fédération, sont les grands perdants de l'opération et peuvent être révoqués s'ils prennent des décisions contraires à la législation fédérale. En outre, la réforme politique mise en route par le président Poutine en 2004, sans déposséder les présidents des républiques nationales de leurs droits légaux, a engendré des mécanismes qui rendent impossible l'accession au pouvoir par un homme politique misant sur le séparatisme ou apportant un soutien aux forces centrifuges sur le territoire placé sous sa juridiction.

² FAVAREL-GARRIGUES Gilles, ROUSSELET Kathy, *La société russe en quête d'ordre – Avec Vladimir Poutine ?*, CERI/Autrement, 2004

³ SOKOLOFF Georges, *Le sursaut russe*, RAMSES 2003

2. Les structures de forces

Le Kremlin et les ministères demeurent des lieux de pouvoirs éminemment secrets. Propice aux rumeurs les plus diverses, cette opacité conduit les observateurs à tenter de mieux connaître les soutiens de Vladimir Poutine au sein des élites dirigeantes. Parallèlement à l'annonce des grandes directions de sa politique, Poutine s'est constitué sa propre base de pouvoir. En arrivant au Kremlin, le président s'est d'abord appuyé sur le « groupe de Pétersbourg », cercle d'amis rencontrés lors de son passage au KGB ou à la mairie de l'ancienne capitale de l'empire russe. Contrairement à son prédécesseur, Poutine s'appuie également depuis 2000 sur une Douma d'État majoritairement composée de députés loyaux, prêts à l'aider à réaliser son projet. Monopolisant un espace politique extrêmement étendu, le parti du pouvoir, Russie Unie, entièrement acquis à la promotion de la politique présidentielle au sein de la société russe, permet à Vladimir Poutine de mener de nombreuses réformes, notamment dans le domaine fiscal ou dans celui des retraites⁴. Quant à la chambre haute, le Conseil de la Fédération (composé des sénateurs, représentant les « sujets⁵ » de la Fédération), il ne s'agit pas d'une institution capable de s'opposer aux projets présidentiels. Enfin, l'influence des « *siloviki* » dans le pays constitue le dernier aspect de l'autocratie. Une étude indique que près de 60% des personnes entourant le Président en font partie. En outre, près d'un tiers des hauts fonctionnaires sont des « *siloviki* » tout comme plus de 70% des fonctionnaires intermédiaires travaillant dans l'administration des « Préfets du Président », responsables des sept grandes régions de Russie⁶.

⁴ La montée en puissance du parti de Poutine a été aidée par la loi du 12 juillet 2001 qui limite le nombre de partis politiques. L'opposition, quelle qu'elle soit, reste marginale et ne compte dans ses rangs aucune figure sérieuse capable d'exprimer son désaccord avec l'actuel pouvoir.

⁵ Le terme de « sujet » est employé dans le texte de la Constitution de la Fédération de Russie. Au nombre de 89, ils désignent toutes les régions, républiques et autres entités administratives qui en composent l'ensemble.

⁶ COQUIN François-Xavier, *La Russie au lendemain du 14 mars 2004*, Synthèse n° 125. (www.robertschuman.org/synth125.htm). Le terme générique de « *siloviki* » recouvre les anciens membres de l'armée ou des services de renseignement qui tiennent les postes importants de la haute administration centrale et régionale. Les « *Siloviki* » pensent que le pays a besoin de stabilité et doit retrouver un statut de grande puissance ou, pour le moins, être capable de faire valoir ses intérêts face aux Etats-Unis, à l'Union européenne et à la Chine. A la différence des autres couches sociales russes, les « *Siloviki* », de par leurs anciennes fonctions, ont été directement au contact de l'Occident, et ont, dans leur grande majorité, compris que la place de la Russie dans le monde dépendait directement de sa stabilité politique et de son intégration à l'économie mondiale.

B. Verticale du pouvoir : le cas de la Tchétchénie

1. Les origines et l'ampleur du désastre

En affirmant que « *le déficit d'autorité a conduit des clans à s'approprier les fonctions de l'État* », Vladimir Poutine dénonçait tous ceux qui contestent les attributions souveraines de l'État. Au cours des années 90, le niveau fédéral d'administration s'est trouvé confronté à des dynamiques centrifuges. On se souvient, par exemple, de l'annonce de la création d'une nouvelle monnaie, le « franc ouralien », dans certaines régions de l'Oural. On sait également que les élites économiques locales réalisaient des échanges sans recourir à la monnaie nationale, notamment à l'aide du troc. C'est dans ce contexte que la première guerre de Tchétchénie a éclaté. Au-delà de ses aspects économiques, le conflit reflétait la volonté des dirigeants fédéraux de préserver l'intégrité territoriale de l'État russe, c'est-à-dire d'empêcher toute redéfinition de ses frontières physiques.

Fraichement élu président de la Tchétchénie, le général Doudaev y déclara l'indépendance le 1^{er} novembre 1991. Or, à peine sortie du joug soviétique, le pays venait d'être déclaré « *sujet* » de la nouvelle Fédération de Russie. En décembre 1994, la guerre commence ; elle fera 100 000 morts. Le conflit est qualifié par l'occident d'« *affaire interne des Russes* », et se conclura par l'« *accord de Khassaviourt*⁷ », à l'avantage des combattants Tchétchènes. En 1999 démarre la deuxième guerre⁸. L'occupation se poursuit aujourd'hui. A certaines époques, Moscou a annoncé jusqu'à 140 000 hommes de troupes, sur un territoire où il reste moins de 500 000 civils. Nul n'est en mesure de compter exactement le nombre de morts, puisque les événements s'y déroulent à huit clos, toute couverture médiatique indépendante étant presque inexistante, car interdite par les autorités russes.

2. Après l'« effet 11 septembre », le retour à la réalité

Lorsque les attentats du 11 septembre 2001 frappèrent de plein fouet les américains, Poutine fut le premier chef d'État étranger à présenter ses condoléances au Président Bush. Le 22 septembre, il déclarait « *la Russie n'a pas d'autres choix que de participer à la*

⁷ Comité Tchétchénie, *Tchétchénie, dix clés pour comprendre*, La Découverte, chapitre 1, édition 2005

⁸ Les sanglants attentats de Moscou et l'incursion des hommes de Basaïev au Daghestan, interprétée comme une tentative de déstabilisation de l'Etat russe, constitueront l'acte fondateur de cette deuxième guerre dont la violence culminera lors du siège de Grozny.

coalition contre le terrorisme, car ce dernier ne peut être vaincu que par un front uni de toutes les forces du monde civilisé ». L'un des bénéfices les plus évidents pour la Russie est de justifier sa lutte contre les insurgés Tchétchènes en les assimilant aux terroristes ; à travers la lutte contre le terrorisme, c'est bien l'indépendance de cette république qui est visée par Moscou. Les États-Unis se félicitent de cette nouvelle coopération⁹

Aujourd'hui, les raisons qui motivent les combats ont évolué. Aux logiques endogènes, nées de la guerre elle-même, s'ajoutent des motivations politiques et sociétales extérieures au théâtre des opérations. Dans le cadre de la « verticale du pouvoir », le représentant plénipotentiaire du président russe dans la Région fédérale du Sud, Dmitri Kozak, a proposé au chef de l'État la candidature de Ramzan Kadyrov, personnalité inféodée au Kremlin, particulièrement controversée et récemment épinglée par l'ONG Human Rights Watch¹⁰. Recevant l'intéressé dans sa résidence présidentielle de Novo-Ogarevo, le jeudi 1^{er} mars 2007, Poutine a soutenu sa candidature et déclaré espérer la « *réhabilitation économique et sociale de la Tchétchénie (...) pour développer sa propre république et renforcer la Fédération de Russie* ». Une nouvelle fois, l'objectif est clair : garantir l'unité du système du pouvoir exécutif dans le pays.

C. Impacts d'une politique intérieure autoritaire sur la société russe

Suite à la transition des années 90, le système russe a connu un effondrement de grande ampleur, si bien que « *la majorité des russes vit aujourd'hui plus mal qu'à la fin du système communiste et soviétique* »¹¹. Cet état de vulnérabilité sociale contribue à expliquer deux tendances, directement induites de la situation politique intérieure actuelle : d'une part, le non-renouvellement de la population et, d'autres parts, le développement de l'intolérance.

⁹ Le Président Bush n'avait d'ailleurs pas attendu le 11 septembre pour manifester à Poutine sa compréhension de sa politique en Tchétchénie : « il (Poutine) est extrêmement inquiet face aux manifestations d'extrémisme et à tout ce que l' d'extrémisme peut représenter pour la Russie. Comme vous le savez, je le suis aussi » Conférence de presse, Gênes, 07/2001

¹⁰ Dans son rapport du 2 février 2007, l'ONG Human Rights Watch dénonce l' « *usage systématique et répandu de la torture* », par les « *Kadyrovtsis* », milice de 10 000 hommes, anciennement commandées par Kadyrov, réputée pour ses méthodes brutales qui visent à mettre le pays en coupe réglée. (www.hrw.org/French).

¹¹ VEDRINE Hubert, ancien ministre des affaires étrangères, Audition devant la section des relations extérieures, 09/12/03.

1. L'inquiétant déclin démographique

La politique intérieure de Vladimir Poutine n'a, pour le moment, pas véritablement redonné confiance au peuple russe. Le pays doit aujourd'hui relever l'un des plus graves défis de son histoire : la chute de sa population, qui décroît de près d'un million par an. Selon le comité d'État aux statistiques, la Russie compte aujourd'hui 142,4 millions d'habitants, contre 150 millions en 1991. Durant la seule année 2004, la Russie a perdu 800 000 personnes, soit l'équivalent d'une ville comme Marseille¹². L'immigration va donc nécessairement s'accroître, pour l'essentiel musulmane et asiatique, et pourrait profondément changer la physionomie d'un empire encore à plus de 80% orthodoxe. Cette crise démographique trouve essentiellement son origine dans un sentiment de profonde incertitude quant à l'avenir. Le taux de fécondité n'était plus, en 2006, que de 1,3 enfants par femme (1,9 en 1990)¹³. La profonde désorganisation du système de santé, l'alcoolisme et la violence au quotidien peuvent également expliquer cette tendance. Deux chiffres illustrent cette situation : statistiquement, un homme aux États-Unis décède moins souvent de mort violente qu'une femme russe ; un bébé né en Russie en 1998 a une chance sur quatre de mourir de mort violente contre une sur trente au Royaume Uni¹⁴.

2. La montée de l'intolérance dans le corps social

La société poutinienne se caractérise également par le développement de l'homophobie et l'hostilité face aux étrangers. La tolérance d'une société à l'égard des personnes aux orientations sexuelles différentes ou d'ethnies considérées « étrangères » est un bon indicateur de son caractère démocratique. Certains sondages (reportés en Annexe1) révèlent des tendances sans ambiguïtés. Conduits par le centre Youri Lévarda, ou le Centre russe d'études de l'opinion publique (VTsIOM)¹⁵, ils font apparaître que l'hostilité à

¹² JEGO Marie, *Le Monde*, 02/09/06

¹³ RIA Novosti (www.fr.rian.ru).

¹⁴ Nicholas Eberstadt, *Russie l'inévitable déclin*, Futuribles n°252 Avril 2000

¹⁵ Le Centre russe d'études de l'opinion publique (VTsIOM), créé en 1987 par Youri Lévarda, gagna une réputation de grand professionnalisme et d'indépendance dans les années 90. En septembre 2003, cependant, l'État russe, arguant du statut public du centre, en changea la direction. Levada fonda alors le centre Youri Lévarda, aujourd'hui principal institut de sondage indépendant de Russie.

l'égard des non-Russes se nourrit du sentiment très largement répandu que les Russes vivent plus pauvrement en Russie que les représentants des autres peuples.

La politique de Poutine n'est pas étrangère à ces tendances. En octobre 2005, il a demandé à ce que l'on « *mette de l'ordre* » sur les marchés (dont la plupart des commerçants sont originaires du Caucase ou d'Asie Centrale) pour défendre « *les intérêts des producteurs russes et de la population autochtone* ». Le premier ministre Mikhaïl Fradkov a, quant à lui, présenté son plan : depuis le 1^{er} janvier 2007, le pourcentage d'étrangers travaillant sur les marchés est progressivement réduit, et du 1^{er} avril à la fin de 2007, Fradkov explique qu'il compte réduire « *le nombre à zéro (...) et limiter les possibilités pour les étrangers de travailler dans le commerce de détail, les kiosques et les marchés* ». Il suffit d'imaginer, en France, une loi qui interdirait brutalement aux étrangers de travailler dans les épiceries de quartier...

2. Réprimandes de la communauté « droit-de-l'homme » européenne

A. Le modèle démocratique russe en ligne de mire

1. Disparitions, opacité, désinformation : les cas Litvinenko et Politkovskaia

L'automne dernier, deux meurtres retentissants ont bouleversé le paysage politique de la Russie. Le 7 octobre, Anna Politkovskaia, journaliste d'opposition connue pour ses critiques violentes de la politique de la Russie au Caucase a été assassinée devant la porte de son appartement. Quelques semaines plus tard, le 23 novembre, l'ex-agent du FSB Alexandre Litvinenko est décédé dans un hôpital à Londres, en Grande-Bretagne des suites d'une forte contamination au polonium 210. L'incapacité du système judiciaire russe à présenter rapidement les résultats de l'enquête sur le meurtre d'Anna Politkovskaia, et l'absence d'intérêt évident pour la Russie à découvrir les circonstances de la mort d'Alexandre Litvinenko ont aggravé la situation. D'une façon générale, l'insuffisance d'informations divulguées par l'État a profondément gâté l'image du pays. Ces deux affaires ont suscité de nombreuses indignations, officielles et privées, et mobilisé les rédactions de la majorité des journaux d'information, ainsi que les maisons d'édition. Les médias occidentaux brossent en effet, dans leur majorité, un tableau très sombre de la

Russie¹⁶ ; même si les journalistes ont toujours préféré ressasser les points négatifs plutôt qu'évoquer les progrès ou les avancées rassurantes, force est de constater d'évidentes dérives. La société russe est confrontée à une dissémination de la violence qui touche les journalistes. Vingt et un d'entre eux sont morts du fait de leur activité professionnelle depuis 2000 (trois assassinats en 2006)¹⁷. La grande majorité de ces affaires n'ont pas été élucidées, ce qui contribue au développement du sentiment que les meurtriers de journalistes opèrent impunément.

2. Liberté d'expression bafouée, presse muselée, corruption endémique : les obstacles aux bonnes relations avec l'UE

Si la Russie ne peut être comparée aux régimes qui interdisent systématiquement les médias indépendants, la liberté de la presse y est, cependant, de plus en plus sous contrôle. Reporter sans frontières, dans son rapport annuel 2006 (reporté en Annexe 2), estime que « *la presse indépendante se réduit comme peau de chagrin en Russie* ». L'organisation de défense de la liberté de la presse aborde régulièrement « *la question de la mainmise progressive du pouvoir exécutif russe sur les médias*¹⁸ ». Une des illustrations de cette situation est la loi de lutte anti-terroriste, adoptée par la Douma en 2004, qui définit des zones d'opérations anti-terroristes, à l'intérieur desquelles toute couverture médiatique est interdite. L'information souffre du manque de pluralisme, plus particulièrement dans le domaine audiovisuel. Les Russes qui s'informent avant tout par la télévision ne peuvent compter que sur deux chaînes fédérales contrôlées par le Kremlin : *ORT* et *Rossia*, présentes dans plus de 98 % des foyers. Les rachats de médias par Gazprom constituent également une source d'inquiétude, puisque le conglomérat gazier, extrêmement proche du pouvoir, serait devenu le premier groupe de presse. La législation sur la presse écrite reste très éloignée des standards internationaux, le gouvernement contrôlant étroitement la censure et n'hésitant pas à sanctionner les médias étrangers.

¹⁶ A titre d'exemples, voir les titres des publications parues en dernière semaine de novembre 2006 : « *L'ennemi, c'est la Russie* » (The Wall Street Journal), « *Corruption, violence et vices triomphent dans la Russie de Poutine* » (The Guardian), « *Méfiez vous de la Russie* » (Financial Times Deutschland)

¹⁷ Ivan Safronov est le dernier journaliste russe retrouvé mort, après une chute du 4^{ème} étage de son appartement à Moscou. Il enquêtait sur des dossiers de contrats d'armes russes à la Syrie et à l'Iran. Cité dans Le Figaro, jeudi 8 mars 2007

¹⁸ Reporter sans frontière - *Rapport annuel 2006* – www.rsf.org

Il existe une spécificité russe en matière de corruption¹⁹, certainement liée à une conjoncture historique particulière. Les opportunités considérables d'enrichissement apparues dès la fin des années 80 - privatisation accélérée de l'activité commerciale – s'appuient sur des pratiques illicites et des réseaux bien établis. Disposer de relations privilégiées avec des fonctionnaires occupant des postes clés constitue, en effet, une ressource indispensable pour profiter des réformes. Vladimir Poutine continuera d'échouer dans sa lutte contre la corruption tant qu'il entretiendra l'illusion que la meilleure réponse à ce phénomène est strictement répressive ; il est, avant tout, indispensable de faire évoluer les mentalités²⁰.

B. Quel impact concret sur les relations politiques Russie-UE ?

Au-delà des classements des ONG²¹, « épinglant » régulièrement la Russie, les réactions de l'Union Européenne aux manquements du pays vis-à-vis des valeurs démocratiques communément admises vont de l'indignation verbale jusqu'aux sanctions politiques, souvent timides, et donc sans réelles conséquences. On assiste ainsi quasiment à une démission de la communauté européenne.

1. Doits de l'homme : indignations et réprobations verbales

Consacré aux questions énergétiques, le dernier sommet des vingt-cinq avec la Russie, à Helsinki en novembre 2006, a rapidement dévié sur les droits de l'homme. « *Nous devons trouver l'équilibre entre nos valeurs communes et nos intérêts* » avait ainsi déclaré Andrus Ansip, premier ministre Estonien. Plus brutalement, le socialiste espagnol Joseph Borell, président de l'Europarlement, estimait qu' « *il ne faut pas échanger les droits de l'homme contre la production énergétique* ». Le parlement européen a ainsi exigé, le mercredi 25

¹⁹ FAVAREL-GARRIGUES Gilles, *La corruption en Russie*, La documentation Française, 21 janvier 2000

²⁰ Hélène Carrère d'Encausse déclarait, le 22 septembre 2006, « *si ceux qui arriveront au pouvoir héritent de ce système sans pouvoir s'appuyer sur la société civile dans la lutte contre la corruption, cela constituera le plus grand frein à une modernisation complète de ce pays* », interview accordée à Dmitri Kossyrev, commentateur politique à RIA Novosti.

²¹ Dans son rapport annuel, jeudi 11 février 2007, l'ONG américaine de défense des droits de l'homme Freedom House déclassa la Russie dans le domaine « liberté du citoyen ». Le pays se retrouve au même rang que Cuba, la Lybie et la Corée du Nord. Les autorités russes, par la voix du délégué fédéral russe aux droits de l'homme Vladimir Loukine, qualifient ce rapport d' « absurde ».

octobre 2006 à Strasbourg, que les vingt-cinq placent la démocratie, les droits de l'homme et la liberté d'expression « *au centre de tout nouvel accord* » de partenariat avec la Russie. Déjà, lors du sommet du G8, à Saint-Pétersbourg en juillet 2006, de vives discussions avaient eu lieu concernant la démocratie russe. Poutine, invoquant les spécificités de son pays avait obtenu le soutien de Chirac ; Angela Merkel estimait, quant à elle que la Russie doit assumer plutôt que « *de jouer sans cesse les offensées* », rappelant ses obligations de puissance retrouvée.

2. Des sanctions timides et des condamnations sans réelles conséquences.

En décembre 1999 et janvier 2000, la seconde guerre en Tchétchénie a été à l'origine des premières véritables sanctions à l'encontre de la Russie de Poutine. La présidence de l'Union européenne avait condamné les actions russes (bombardement des villes, menaces à l'égard des civils, atteinte au droit international humanitaire) et avait décidé de limiter les programmes TACIS²² pour 2000 à des zones prioritaires, de suspendre l'accord scientifique et technologique et de ne pas reporter les crédits non dépensés en 1999. Ces quasi-sanctions n'ont guère eu d'influence sur la politique russe mais elles ont en revanche mis en lumière le manque de consensus, au sein de l'Union européenne, sur l'imposition de sanctions du fait même de l'absence d'une réelle politique extérieure commune.

La Russie détenait en 2005 le record des requêtes introduites contre elle auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Elle est également le seul État à ne pas s'être plié à une décision de cette cour, son parlement, la Douma, ayant refusé de ratifier le protocole n° 14 permettant la réforme de la Cour des droits de l'homme qui souffre aujourd'hui d'un engorgement.

3. Tchétchénie : démission de la communauté européenne

L'exemple du Conseil de l'Europe, institution dont la vocation est la promotion de la démocratie et la défense des droits de l'homme, illustre à quel point les États européens n'ont pas voulu utiliser les mécanismes de pression et de sanction, même symboliques, à

²² TACIS : Assistance technique à la Communauté des Etats Indépendants. Le programme TACIS a été créé en 1991 pour aider les pays de l'ex-URSS à réaliser leur processus de transition, à consolider leurs structures démocratiques et juridiques, et à développer leur économie de marché.

leur disposition. Le 6 avril 2000, le Conseil vote une résolution où il déplore « la destruction totale et gratuite de la ville de Grozny », et suspend le droit de vote de la délégation russe. Au final, ce vote n'aura aucune conséquence pour la Russie, aucun État n'ayant osé, jusqu'à présent, suivre cette recommandation qui demandait d'initier une plainte interétatique contre la Russie, pour violation de la Convention européenne des droits de l'homme²³. Ainsi, en janvier 2001, pour restituer à la délégation russe son droit de vote, l'APCE a évoqué des « évolutions encourageantes », contrairement à toutes les informations sur la situation dont elle disposait²⁴.

L'argument selon lequel il est préférable d'être aux côtés de la Russie pour peser sur les évolutions démocratiques internes plutôt que de risquer, par rupture, de favoriser les tendances autoritaires, est régulièrement servi pour justifier cette démission. De renoncements en renoncements, l'Europe semble pourtant sacrifier la Tchétchénie sur l'autel des bonnes relations avec la Russie. Certes, les marges de manœuvre diplomatiques et juridiques sont limitées pour faire pression sur la Russie, mais il demeure également que la région ne constitue pas, aux yeux des européens, un enjeu fort des relations internationales et que les intérêts économiques vis-à-vis de Moscou prévalent (voir deuxième partie). Enfin, de nombreux observateurs reconnaissent que la présence russe est légitime et indispensable dans une zone où les occidentaux ne sauraient probablement pas mieux gérer la situation, et où ils ne voudraient perdre aucun soldat.

3. Le renforcement de l'État comme gage d'un retour sur la scène européenne.

Après la décennie 1990, qui a montré le danger extrême de l'absence d'un État fort comme interlocuteur, les Européens ont compris qu'il leur fallait en Russie un homme capable de recadrer la situation²⁵. Vladimir Poutine est donc un partenaire apprécié : après les incertitudes de l'ère Eltsine, il est, en général, perçu comme un interlocuteur fiable, garant de la stabilité en Russie. L'image d'un pays stabilisé pourrait, en effet, offrir les signes d'une véritable reconnaissance européenne.

²³ Comité Tchétchénie, *Tchéchénie, dix clés pour comprendre*, La Découverte, chapitre 10, édition 2005.

²⁴ Résolution 1241, 25 janvier 2001.

²⁵ FACON Isabelle, *Quelle Russie en 2001 - Entretien avec P. VERLUISE*, www.diploweb.com

A. Le poids de l'héritage

Georges Sokolov, dans *Le sursaut Russe* (RAMSES 2003), estimait que « *bien des années encore seront nécessaires avant que la Russie dé-soviétisée puisse comparer ses mécanismes à ceux de ses modèles occidentaux* ». L'écrivain faisait allusion aux spécificités géographiques, mais également historiques et culturelles de la fédération la plus complexe du monde.

1. La délicate sortie des années Eltsine

L'apparition de Vladimir Poutine s'inscrit dans un contexte d'affaiblissement général de l'autorité présidentielle, que soulignaient les incessants problèmes de santé de Boris Eltsine. La contestation de son autorité ne s'est en effet jamais autant affirmée qu'en 1998 et 1999, à la fin de son second mandat.

La période eltsinienne porte certainement une grande responsabilité dans le désamour des Russes pour les valeurs démocratiques, dans la mesure où des réformes mal gérées ont entraîné de fortes inégalités sociales et un profond sentiment d'injustice et d'humiliation chez de nombreux citoyens russes.

2. Le soutien global d'une population en quête d'ordre

Un sondage, effectué en décembre 2006 pour le compte du Centre UE-Russie²⁶, montre que les Russes plébiscitent, dans leur pays, le maintien d'un État fort, dont ils attendent davantage une protection qu'une garantie du maintien des libertés. Seulement 16% d'entre eux souhaitent l'avènement d'une démocratie de type occidental, tandis que 26% estiment que le système actuel est le plus approprié, 35% regrettant le régime soviétique.

De nombreux observateurs ont jugé que les élections législatives de 2004 ont sonné le glas de la démocratisation en Russie, avec l'assentiment des Russes eux-mêmes. À côté de Russie Unie, les partis qui dominent la Douma sont des mouvements patriotiques qui veulent incarner l'ordre et la puissance, valeurs correspondant aux aspirations sociales globales.

²⁶ GUILLEMOLES Alain, *Les Russes plébiscitent un Etat fort et se méfient de l'Union européenne*, La Croix, jeudi 22 février 2007. Groupe de réflexion bruxellois, le Centre UE-Russie est un organisme indépendant destiné à favoriser une approche européenne commune vis-à-vis de la Russie.

L'opinion publique est cependant marquée par de nombreuses contradictions²⁷, notamment celle liée à ses nouveaux droits : après avoir souhaité, au début de la dernière décennie, un retour à la normalité occidentale, elle affirme désormais souhaiter le contrôle du pouvoir sur de nombreux aspects de la vie quotidienne, bien qu'elle jouisse d'une certaine libéralisation (voir sondages en Annexe 2). Le climat d'insécurité, largement entretenu par le pouvoir politique lui-même, et les désillusions liées au passage radical du discours du socialisme à celui du capitalisme ont contribué à un état de vulnérabilité auquel la population russe répond en se repliant sur des valeurs sécuritaires.

B. Un renforcement de l'état de droit indispensable à l'émergence d'une société civile

1. Un régime autoritaire comme mal nécessaire.

Ami personnel du président russe, Gerhard Schröder déclarait dans le Figaro, le 13 novembre 2006, qu' « *il faut être juste à l'égard de la Russie. Vladimir Poutine a eu le mérite de reconstruire l'État dans sa fonction la plus essentielle, qui est d'assurer la sécurité. Un État qui fonctionne est le préalable à la démocratie. C'est pourquoi je dis que Poutine a un mode de pensée démocratique* ». Poutine poursuit son combat pour rétablir un fonctionnement normal de l'État, au service de l'indépendance politique et économique de son pays. Il sait que seule la stabilisation intérieure de la Russie lui permettra de jouer ses cartes sur la scène européenne. Son projet ne vise pas à promouvoir dans le court terme un régime démocratique dans le pays.

Le système soviétique est mort il y a quinze ans ; c'est une période très courte. Alexandre Kabakov, écrivain russe, estime que le régime « *quasi-autoritaire* » actuel est un mal nécessaire, et que le modèle actuel de renforcement de l'État, au prix d'une réduction des droits et liberté, devrait donner la possibilité de revenir à la démocratie. « *Peut-être, dit-il, la Russie fera-t-elle la démonstration qu'on peut atteindre la démocratie par un chemin non démocratique* ».

²⁷ ROUSSELET Kathy, *Les ambiguïtés de la société russe*, L'économie politique N°21, Russie : la dictature de la loi, Trimestriel janvier 2004.

2. *L'indispensable développement d'une société civile.*

Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuelle de l'académie française, et grande spécialiste de la Russie, est optimiste quant à l'évolution des mentalités dans le pays. Elle affirme que la société russe va de l'avant. S'intéressant aux organisations et associations de consommateurs, véritables institutions en Russie, elle estime que les habitants de ce pays, après avoir reçu pendant des décennies une éducation idéologique qui supposait que l'État ferait tout pour eux, ont aujourd'hui évolué. « *Même les plus vieilles babouchkas, dit-elle, qui n'ont rien connu d'autre que le communisme, ont commencé à décider elles-mêmes ce qu'elles doivent faire. C'est là finalement la dignité de cette société* ». Il faut donc, à présent, construire des institutions, pour y insuffler ensuite des pratiques démocratiques grâce auxquelles cette société, en entrant dans la vie politique, pourrait influencer sur le pouvoir. Vladimir Ryjkov, député à la Douma, et membre d'un petit parti de droite, estime, lui aussi, que le principal espoir d'une réelle démocratisation de la vie politique russe repose sur le développement d'une société civile dynamique, portée par la croissance économique actuelle.

3. *L'avenir démocratique pour la Russie : une « troisième voie » ?*

L'évolution de la nature du pouvoir politique en Russie suscite quelques interrogations. Existe-t-il, pour autant, un risque démocratique en Russie ? Les partis d'opposition eux-mêmes reconnaissent, dans leur majorité, que le régime démocratique est assuré dans le pays. Irina Khakamada, leader d'un petit parti politique, le SPS, opposante déclarée à la politique de Poutine affirme qu'« *un régime autoritaire comme celui de Pinochet n'est plus possible en Russie* ». De la même manière, Hélène Carrère d'Encausse ne « *pense pas que la Russie puisse revenir en arrière* ». Enfin, Alexandre Soljenitsyne déclarait voir la future démocratie russe comme un modèle spécifique, et « *non pas comme un calque de l'Occident* ». Il s'agit, en effet, d'éviter de tomber dans le piège d'une « démocratisation » forcée, à l'occidentale.

Sans risquer une comparaison hasardeuse, la remarquable productivité chinoise permet à Pékin de suivre une voie propre, en ignorant les critiques et en résistant à toute conditionnalité extérieure. La Chine a réussi à marier son autoritarisme post-idéologique au succès de l'économie de marché. Le pays défend une troisième voie : la globalisation à la

chinoise. La Russie semble, elle-même, être résolument décidée à suivre son propre chemin.

Parmi les réalisations centrales de ces sept dernières années, le président Poutine a cité, au cours de sa sixième conférence de presse annuelle²⁸, le rétablissement de l'intégrité territoriale de l'État, ainsi que la consolidation du système politique. Répondant aux attaques incessantes dont son pays fait l'objet dans le domaine des droits de l'homme, le maître du Kremlin répond que « *la stabilité de l'État russe nous permet aujourd'hui de regarder tout cela de haut* ». Cela reflète l'excellent état du moral du président, celui d'un leader particulièrement confiant dans l'avenir de son pays.

Les dirigeants européens semblent, de leur côté, constamment hésiter entre une attitude critique ou compréhensible à l'égard de la Russie de Poutine. Ils redoutent une détérioration des droits de l'homme dans le pays, dans un contexte marqué par la reprise en main des médias par le pouvoir, l'apathie de l'opposition politique, et une situation très préoccupante en Tchétchénie. En revanche, la communauté européenne est consciente, dans son ensemble, que l'hôte du Kremlin a été capable, après la fin chaotique des années Eltsine, de ramener un ordre qui devrait stabiliser la société, et également permettre aux investisseurs européens d'obtenir des garanties juridiques adéquates pour accéder aux ressources naturelles russes. Néanmoins, les risques existent, notamment ceux liés à l'apparition de tendances sociales inquiétantes (démographie, intolérance). En outre, tant qu'il y aura des freins comme la Tchétchénie, l'intérêt pour la Russie subira toujours une forme d'inertie. Même si les enjeux économiques, qui font l'objet de la deuxième partie, restent certainement prédominants, aussi longtemps qu'il y aura des doutes sur l'avenir démocratique de la Russie, le développement concret de projets réunissant la Fédération et l'Union Européenne en sera d'autant freiné²⁹.

²⁸ Agence Ria Nvosti, 2 février 2007

²⁹ FACON Isabelle, *Quelle Russie en 2001 ? Entretien avec Pierre Verluise*, www.diploweb.com

DEUXIEME PARTIE

LE REGAIN DE VIGUEUR D'UNE ECONOMIE ENCORE INCERTAINE LES RAISONS D'UNE RELATION ETROITE MAIS COMPLIQUEE

1. La transition économique inachevée

Dans sa dernière synthèse³⁰, datant de novembre 2006, l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) estime que l'économie russe a bénéficié d'une période de croissance soutenue, reposant essentiellement sur des gains spectaculaires des termes de l'échange. L'organisation a élevé le niveau de notation de la Russie (dans la catégorie « investissement »), à la satisfaction de Vladimir Poutine qui l'a évoqué lors de son discours de Munich, le 10 février 2007³¹. L'étude de l'OCDE préconise cependant de « *faciliter la transition de la Russie vers une phase de croissance autonome, tirée par l'investissement et l'innovation* », en adoptant, notamment, une série de réformes structurelles « *destinées à améliorer le climat des affaires* ». L'économie russe n'est, en effet, pas encore parvenue à maturité.

A. Le renouveau de la croissance intérieure depuis 2000

1. Anarchie du développement économique avant la prise de pouvoir de Poutine

Au sein du cadre ex-soviétique, Boris Eltsine fait le choix d'un amarrage à l'occident avec un programme de réformes économiques introduit par le Premier Ministre Egor Gaïdar. Il s'agit d'une « *thérapie de choc* », directement inspirée des thèses d'éminents économistes d'Harvard. Ce programme atteint rapidement ses limites. Dans cette phase de transition, les pays occidentaux se sont engagés à aider la Russie, mais ils ont lié leur aide financière

³⁰ OCDE, *Etude économique de la Russie 2006, synthèse de Novembre 2006*. Celle-ci, publiée chaque année, présente les évaluations et recommandations de l'Etude économique de la Russie. (www.ocde.org)

³¹ « *La Russie a été mieux notée au sein de l'OCDE : notre pays est passé notamment du groupe à risque 4 au groupe 3* », discours de Vladimir Poutine, prononcé le 10 février 2007, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité.

aux progrès des réformes. Ils ont donc imposé au pays les conditions de sa restructuration économique selon des schémas libéraux. Le champ d'intervention a été limité à l'approche macro-économique et aux questions financières sans la nécessaire restructuration des entreprises et le renforcement du rôle de l'État. La Russie est ainsi devenue un fournisseur de matière première au détriment de produits plus élaborés. Une application trop stricte des règles occidentales, sans prendre en compte les spécificités de la situation russe, a mené à l'échec des réformes³².

La Russie a donc connu un développement rapide mais totalement anarchique. Les oligarques, anciens cadres communistes reconvertis dans les affaires, se taillaient des empires sur les dépouilles des sociétés d'État, s'appropriant de façon scandaleuse les biens collectifs. En effet, lors de la privatisation des actifs pétroliers soviétiques durant l'ère Eltsine, aucun industriel russe n'était en mesure de payer ces compagnies à leur juste valeur, et le Kremlin n'avait eu alors d'autre choix que de les brader pour éviter qu'elles ne tombent dans des mains étrangères (elles valent aujourd'hui plusieurs milliards de dollars). Plus personne ne payait ses impôts et l'État ne pouvait plus verser les salaires et les retraites de ses ouvriers. En octobre 1998, une crise financière ébranlait le pays, soudain incapable de rembourser une dette à court terme de 40 milliards de dollars. En défaut de paiement, la Russie ressemblait davantage aux pays émergents d'Asie qu'aux nantis de la planète.

2. Aujourd'hui : de très bons indicateurs économiques³³

La sixième conférence de presse annuelle du président de la Fédération³⁴, en février 2007, n'a produit aucune sensation extraordinaire, signe ostensible d'une réelle stabilité économique dans la Fédération. Le pays le plus endetté d'hier rembourse aujourd'hui ses emprunts par anticipation. De 2000 à 2006, le PIB exprimé en dollars a triplé ; la Russie a franchi une "barrière psychologique" au mois de janvier 2007 en dépassant le niveau du

³² Certains observateurs reprochent aujourd'hui aux occidentaux d'avoir incité les Russes à appliquer une thérapie totalement inadaptée à une économie qu'il ne s'agissait pas de réformer mais plutôt de reconstruire après soixante-dix ans de planification rigide et d'absence de marché autre que le marché noir. La rapidité du changement en Russie était jugée essentielle ; or, elle n'a pas permis la restructuration effective de l'industrie russe.

³³ Voir Annexe 3

³⁴ POUTINE Vladimir, Sixième conférence de presse annuelle, RIA Novosti, 12 février 2007

PIB de 1990. Les statistiques sont brillantes : un taux de croissance de 6,5% en 2005, la croissance mesurée sur la période 1998-2005 étant quant à elle estimée à 48%. Le budget enregistre un excédent historique de 7,7% du PIB cette même année. Le commerce extérieur est excédentaire de 120 milliards de dollars. La bourse de Moscou décolle véritablement : 85% en 2005 contre 1% pour Wall Street. Les causes du renouveau s'expliquent par une conjoncture particulièrement favorable, la hausse considérable des cours du pétrole, au début des années 2000, permettant un raffermissement sensible de l'économie. Dans ce contexte, le président de la Fédération s'est même permis de mettre en place un Fonds de stabilisation, dont la fonction principale consiste à créer une réserve de stabilité en cas de chute des cours du pétrole.

Récemment, plusieurs autorités de la Fédération, au nombre desquelles Dmitri Medvedev, Guerman Gref ou encore Alexeï Koudrine, ont évoqué l'avènement d'un "miracle économique russe". Les experts estiment, de leur côté, que les clairons jubilatoires sonnent prématurément, même si le bond est effectivement substantiel entre la situation actuelle du pays et celle dans laquelle il se trouvait voici quinze ans. Si les indicateurs sont effectivement bons, il est indispensable de conserver à l'esprit que l'économie russe doit absolument poursuivre son redressement.

B. La Russie est-elle, pour autant, devenue riche ?

Si la politique économique actuelle se poursuit dans les prochaines années, la Russie n'aura aucune chance d'éviter le krach, même si le prix du pétrole reste stable : cette prédiction alarmiste est celle d'Egor Gaïdar, directeur de l'Institut de l'économie de la période de transition³⁵. Selon l'économiste, pour sortir de la crise, il est nécessaire de privatiser les monopoles publics et de former une caisse de retraite sur la base du fonds de stabilisation. La Russie reste une économie modeste (moins de 2 % des échanges mondiaux), dont le fonctionnement n'est pas encore totalement compatible avec les règles de l'OMC faute d'avoir mené à terme les réformes du système économique et financier.

³⁵ Interrogé par le quotidien Novve Izvestia, cité dans RIA Novosti, le 6 mars 2007, l'ancien Premier Ministre de Boris Eltsine déclarait que *"la politique économique actuelle du pays est appliquée en se fondant sur des objectifs fixés pour deux à trois ans, comme si la vie pouvait s'arrêter ensuite"*. A la question du quotidien de savoir combien de temps la Russie pourrait tenir en appliquant cette politique économique, Egor Gaïdar a répondu: *« selon le pronostic inertiel qui ne tient pas compte de l'éventualité de cataclysmes et d'une chute des prix du pétrole, les ressources suffiront jusqu'à 2015 »*.

1. Une trop étroite dépendance vis-à-vis du pétrole et du gaz

La Russie produit, extrait, mais distribue et vend mal, car le réseau de transport, exploité par le monopole d'État Transneft est en très mauvais état. La solution passe par la construction privée. Or, pour l'État russe, Transneft doit rester un outil de puissance de l'État et utilisé comme tel en décidant qui exporte combien et à qui.

Lors de sa sixième conférence de presse annuelle, en février 2007, Vladimir Poutine, conscient de l'indispensable diversification de son outil énergétique, a évoqué l'abandon progressif d'une structure économique reposant principalement sur les exportations de matières premières, et la recherche de voies alternatives de fourniture d'hydrocarbure. Le président a conclu en formulant l'idéologème économique de base : de la politique de stabilisation et d'accumulation, la Russie devrait passer à la politique de développement.

2. L'industrie russe reste encore sous productive

La Russie a hérité de l'URSS un socle industriel important, mais vieilli, avec une très faible proportion de petites entreprises et quelques secteurs de pointe, notamment dans le complexe militaro-industriel³⁶. Le pays manque donc d'un tissu de PME solides qui pourraient asseoir, de manière durable, sa prospérité. Faute de tradition, car on n'efface pas en deux décennies soixante dix ans de communisme et deux siècles de bureaucratie ; mais également faute de moyens financiers aussi, car les quelques mille deux cents banques russes sont, pour l'instant, hors d'état d'assumer leur rôle de financement de l'économie. Elles sont trop nombreuses, sous capitalisées et ne disposent pas des outils comptables et juridiques nécessaires. La transition a toutefois fait naître un grand nombre d'entreprises dynamiques, gérées de façon moderne, par exemple dans l'industrie agro-alimentaire ou les télécommunications, en particulier grâce au concours d'investisseurs étrangers. Ces derniers sont toutefois trop peu nombreux, même si les capitaux privés semblent avoir opéré un retour massif en 2006, à hauteur de 31 milliards de dollars (voir page 23).

³⁶ "Le secteur industriel a besoin d'une modernisation urgente de grande envergure. Il est notoire que 40% des équipements de l'industrie de transformation sont constitués de technologies d'avant-hier", a indiqué Evgueni IASSINE, directeur scientifique du Haut Collège d'économie, dans un article paru dans le quotidien Novye Izvestia, le 6 mars 2007 (RIA Novosti). D'après lui, en faisant des pronostics pour l'avenir, il faut tenir compte non seulement des indices purement financiers, mais aussi et surtout de l'état de la production..

3. Ralentissement des réformes structurelles majeures, et interventionnisme étatique

Pour réaliser son potentiel de croissance à long terme, la Russie ne peut se contenter d'une saine gestion macroéconomique. Le rythme des réformes structurelles, cheval de bataille de Poutine lors de son accession au pouvoir, s'est sensiblement ralenti depuis le début 2004. Or, la mise en œuvre complète de ces réformes est nécessaire pour améliorer l'environnement des affaires et stimuler les gains de productivité³⁷. Le gouvernement a néanmoins adopté, fin 2005, un vaste et ambitieux programme à moyen terme, signe d'un engagement renouvelé en faveur des réformes.

Depuis l'accession de Poutine au pouvoir, le gouvernement a pris un certain nombre d'initiatives donnant à l'État un rôle plus direct et plus actif dans les affaires économiques. On observe ainsi une nette tendance à l'expansion de l'État actionnaire et à des interventions directes dans des secteurs stratégiques, comme le pétrole, les équipements de production d'électricité ou encore la finance. L'OCDE estime que « *la présence grandissante de l'État actionnaire doit être considérée comme un recul* », et qu' « *il conviendrait d'inverser la tendance (...) afin d'améliorer les performances économiques et de réduire les opportunités de corruption* ». Après un libéralisme chaotique laissant libre cours aux mafias, la Russie n'est-elle pas en train de basculer dans un capitalisme d'État dont l'expérience a montré l'inefficacité à gérer des économies modernes complexes ?

2. Contestation européenne face à la reprise en main radicale du secteur énergétique

L'aspect énergétique occupe une place prépondérante dans le paysage économique de la Russie. Ce sujet mérite donc une attention toute particulière, dans le cadre des relations économiques Russie-UE. Lors de sa dernière conférence de presse, Vladimir Poutine prenait plaisir à répondre, en fin connaisseur, aux questions sur les problèmes énergétiques. Un certain nombre d'entre elles, souvent polémiques, portaient, d'une part, sur la place prépondérante de l'État dans la structure économique, et, d'autres parts, sur l'utilisation des ressources énergétiques comme « arme de dissuasion ». L'embellie de l'économie russe s'est, en effet, accompagnée d'une reprise en main radicale du secteur énergétique dans ces structures internes, mais également dans sa vision des relations avec les

³⁷ OCDE, *Etude économique de la Russie 2006*, www.ocde.org.

partenaires européens. Ces derniers, dépourvus de moyens de sanction et sans politique commune, n'y opposent qu'une timide résistance.

A. Une structure politico-économique inquiétante

L'organisation interne de l'économie de la Russie, qui s'appuie sur un réseau exclusivement composé de proches du président Poutine, sert un capitalisme très dirigé qui freine sensiblement l'arrivée d'investisseurs étrangers. Les conséquences sont directes sur l'état des relations économiques avec l'Union Européenne.

1. L' « oligarchie tchékiste » contrôle à la fois le Kremlin et le business.

L'appareil d'État et le monde des affaires sont extraordinairement liés. Ainsi, onze membres de l'entourage présidentiel dirigent six entreprises publiques et président douze autres conseils d'administrations. Trois exemples illustrent bien cet état de fait : Dmitri Medvedev, premier vice-Premier ministre, est également président du directoire de Gazprom. Le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, Viktor Kristenko dirige la société Transneft qui transporte 93% du pétrole produit en Russie. Enfin, Alexeï Koudrine, ministre des Finances, est président de la compagnie Alrosa qui détient le monopole de la production de diamants. Dans aucun autre pays du G8, des ministres ou des collaborateurs directs du chef de l'État ne siègent dans les conseils d'administration d'entreprises publiques.

Tous ces personnages font partie d'un réseau constitué par Poutine lors de son passage à Saint-Pétersbourg ou au KGB. Ils forment une sorte de conseil d'administration de l' « entreprise Russie » qui englobe les actifs les plus rentables du pays, non seulement dans le pétrole et dans le gaz, mais aussi dans le nucléaire, les diamants, les métaux, les industries de la défense, l'aéronautique et les transports. Après avoir cassé l'influence des oligarques des années 90, Poutine a créé une nouvelle classe d'hommes d'affaire politiquement influents. La finalité de cette politique est simple : utiliser les entreprises publiques pour rétablir le contrôle de l'État sur les actifs stratégiques.

2. Un capitalisme particulièrement dirigé : l'exemple de Gazprom³⁸

Les autorités russes semblent vouloir accorder à Gazprom, qui échappe toujours aux réformes, une part considérable du marché pétrolier. La Douma examine une loi qui doit consacrer le principe du monopole exclusif du transport et des exportations du gaz russe à cet immense conglomérat. Le Kremlin souhaite également finaliser une loi qui devrait réserver les licences d'exploitation des gisements « stratégiques » aux seules entreprises à capitaux russes. Le groupe reste sous un contrôle étroit de l'appareil d'État russe (qui, de 2004 à 2006, a fait passer sa part dans le capital de 38% à plus de 50%), et domine le marché gazier russe et mondial. Avec un chiffre d'affaires annuel de près de 40 milliards de dollars, Gazprom est un État dans l'État³⁹. Propriétaire de près d'un quart des réserves pétrolières russes et environ du cinquième des barils qui sortent du pays (une fois consommées la fusion avec Rosneft et l'acquisition de Yugansk), et dans l'hypothèse où elle finirait par absorber d'autres sociétés (Sibneft, Surgutneftegaz), le conglomérat se retrouverait non seulement à la tête de l'essentiel des réserves de gaz russes, mais également propriétaire de quelque 40 % des réserves pétrolières du pays.

Le rôle grandissant des entreprises publiques et de leurs dirigeants a des conséquences importantes. Il ne traduit pas le retour à la planification centrale de l'époque soviétique, mais ce nouveau modèle représente un capitalisme bien plus dirigé que durant les années 90⁴⁰. Un renforcement du contrôle de l'État ne fera qu'affaiblir la rentabilité d'un des secteurs moteurs de la récente expansion russe.

3. La crainte des investisseurs étrangers en Russie.

Pour développer une industrie et des services modernes, la Russie aura encore longtemps besoin d'investissements étrangers et de transferts de savoir-faire et de technologies. D'après les calculs de l'agence de notation Ficht Ratings, le secteur énergétique russe

³⁸ LIZIN Anne-Marie, ZEISLER Nicolas, *Gazprom, stratégie de la Russie*, Edition Luc Pire, 2007

³⁹ Le conglomérat devrait bientôt pouvoir lever sa propre armée. Le quotidien *Nezavissimaïa Gazeta* a, en effet, révélé le 5 mars 2007, l'annonce prochaine d'un projet de loi visant à accorder aux grandes entreprises stratégiques russes la possibilité de créer des unités militaires chargées de la protection de leurs activités

⁴⁰ L'un des dangers est que les patrons nommés par l'État obtiennent des privilèges pour leur entreprise, ce qui fausserait la concurrence. Le ministre de l'économie lui-même, le libéral Guerman Gref, a prévenu que, vu le nombre actuel d'acquisitions, l'État ne peut pas « *suivre à la trace toutes les entreprises publiques...alors qu'elles s'emparent d'actifs privés* ».

réclame annuellement de 30 à 40 milliards de dollars d'investissements alors qu'il n'en reçoit que 10 fois moins⁴¹. Or, les initiatives autoritaires de Poutine ont effrayé les investisseurs par leur brutalité. La volonté du président de renationaliser les secteurs clés de l'économie en les confiant à ses proches collaborateurs, souvent issus du KGB, a refroidi l'enthousiasme des occidentaux et des russes fortunés qui préfèrent investir à l'étranger. Le choix récent de la société Total en Russie illustre cette situation : au lieu de se lancer dans de grandes acquisitions, ou des alliances avec des géants, le pétrolier français a choisi de faire confiance à une start-up russe, Novatek⁴². Un investissement modeste pour le secteur, mais qui correspond à la prudence de Total, qui juge que la Russie est pour l'instant un pays trop instable pour y risquer beaucoup d'argent.

Le climat de l'investissement sera déterminant pour stimuler la diversification économique sans recourir aux anciennes mesures de politique industrielle interventionniste, qui ont largement échoué ailleurs. Plus encore que les grandes sociétés d'extraction, les entreprises tournées vers de nouvelles activités ont besoin d'un environnement stable. La situation s'est toutefois améliorée ces dernières années, mais l'investissement reste soumis à trop de réglementations inutiles. De plus, la faiblesse de l'État de droit et l'application arbitraire des règles contribuent surtout à enrichir des bureaucrates corrompus.

B. La « dissuasion énergétique »

Les relations gazières entre l'Union européenne et la Russie suscitent de nombreux débats. Les européens, alarmés par les baisses de fournitures consécutives au conflit gazier de l'hiver 2006, s'inquiètent de leur dépendance croissante du gaz russe (40% des importations) et de la stratégie de Gazprom (voir page 24). Les milieux politiques développent sans doute une vision exagérément pessimiste, focalisée sur les rapports de force géopolitiques.

⁴¹ Cité dans *Le Figaro Economie*, lundi 5 mars 2007.

⁴² Total a acquis 25 % du capital de cette dernière en septembre 2007, moyennant 1 milliard de dollars. Novatek n'est cependant pas négligeable : il s'agit tout de même du premier concurrent de Gazprom dans le gaz. Certes, le géant public produit 90 % du gaz du pays, contre seulement 3,3 % à Novatek (*Le Figaro Economie*, mercredi 7 mars 2007).

1. Les guerres du gaz de l'année 2006

Pour imposer une réévaluation des tarifs, Gazprom n'avait pas hésité, lors de l'hiver 2006, à fermer le robinet d'approvisionnement en gaz de l'Ukraine, faisant de sa matière première une arme stratégique. Jusqu'au 31 décembre 2005, ce pays bénéficiait de prix avantageux grâce à ses bonnes relations et son statut d'anciens membres de l'URSS. Or, depuis la Révolution orange de novembre 2004, les relations russo-ukrainiennes se sont considérablement dégradées. Gazprom souhaitait aligner le prix du gaz ukrainien, jusque là fortement subventionné, motivant une telle décision par le fait que l'Ukraine avait obtenu le statut d'économie du marché, et devait donc passer aux mêmes conditions que le reste de l'Europe. Après de longues négociations sans succès, et une coupure de deux jours, Kiev accepte l'alignement sur le prix du marché européen et Gazprom recommence à alimenter les gazoducs à pleine capacité. Fin 2006, la Biélorussie avait également tenté de négocier le prix de son gaz, qu'elle payait 47 dollars pour 1 000 m³ (contre plus de 250 dollars alors sur le marché européen). Menaçant de couper les robinets à moins d'obtenir le prix demandé, Gazprom avait finalement obtenu un accord le 31 décembre 2006 à un prix de 100 dollars pour 1 000 m³. Outrée par cette augmentation, la Biélorussie avait appliqué une taxe sur le transit du pétrole russe vers les pays plus à l'Ouest (45 USD/tonne) qu'elle avait dû abolir quelques jours après sous la pression de Moscou.

Le partenariat entre la Russie et l'Union Européenne, inauguré par Romano Prodi en 1997, est devenu un sujet de préoccupation majeure depuis ces épisodes, 80% des approvisionnements des pays européens en gaz russe transitant par l'Ukraine⁴³.

2. Tensions ou malentendus ?

Les relations économiques entre l'Europe occidentale et la Russie, sur les questions énergétiques, traversent donc aujourd'hui une zone de turbulences. Les événements décrits précédemment suscitent en effet une certaine inquiétude, voire une véritable levée de bouclier des européens contre l'« arme énergétique ». Vadim Loukov, ambassadeur de Russie à Bruxelles, réfute les affirmations selon lesquelles le gaz est un instrument idéal pour "discipliner" les pays de l'ancienne zone d'influence de Moscou comme l'Ukraine,

⁴³ Kiev s'était servi directement aux gazoducs des quantités destinées aux pays européens, provoquant des chutes de fournitures de gaz dans certains d'entre eux

pour laquelle Gazprom a relevé de quatre fois le prix du gaz⁴⁴. Les dirigeants russes ont protesté, accusant les Européens de « politiser » un débat purement économique. Ces derniers leur ont répondu qu'au vu du face à face gazier en plein hiver 2006, entre Kiev et Moscou, c'était bien la Russie qui faisait de son gaz une arme politique.

Cette friction dans les relations Russie-UE soulève de nouveau la question de la charte de l'énergie⁴⁵, signée en 1994, mais toujours pas ratifiée par la Russie faute d'un compromis sur le monopole du transport du gaz sur son territoire. La Fédération entend conserver ce monopole qui lui permet de maintenir des prix élevés du gaz en empêchant toute concurrence.

3. Un nécessaire pragmatisme économique

Entre discours officiel et réalité économique, la marge est souvent importante. La réponse des européens pour faire face aux risques évoqués précédemment doit partir d'une analyse réaliste, en tenant compte notamment de la nature fondamentalement différente de l'Union et de la Fédération.

A. De la « bonne foi » des européens...

Sans revenir sur la politisation d'un débat, essentiellement économique, concernant les guerres du gaz, les européens doivent dépasser les clichés critiques à l'égard des positions russes, trop souvent ressassés par une presse occidentale manquant parfois d'objectivité.

1. Retour sur l' « affaire Khodorkovsky »

L'arrestation très médiatisé de l'oligarque avait fortement indigné la communauté européenne. Il est nécessaire de rappeler certaines réalités concernant les activités d'un

⁴⁴ Cité dans RIA Novosti, 12 janvier 2007

⁴⁵ Après la chute du communisme, le Traité sur la charte de l'énergie de 1994 signé par une quarantaine d'États visait à donner des garanties aux étrangers, leur permettant d'investir dans l'ex-URSS et ainsi moderniser les installations pétrolières et gazières des anciens pays frères. La Russie a seulement signé cette charte.

personnage controversé, trop souvent présenté en victime innocente du système Poutine⁴⁶. Après la fusion de Ioukos avec Sibneft, Khodorkovsky détenait les clés du pétrole russe. Avec 2,3 millions de barils produits par jour, soit plus de 20% du brut russe produit, soit une production équivalent à 3% du PIB du pays, l'ensemble faisait de lui un intouchable sur le marché mondial. Il commit cependant deux erreurs fondamentales. La première est d'ordre économique. Après avoir acheté Ioukos pour « une bouchée de pain » en 1996 (300 millions de dollars), Khodorkovsky s'apprêtait à offrir à Exxon Mobil et Chevron Texaco quelques 25 à 50% (selon les sources) de son groupe, alors valorisé à 50 milliards de dollars. Ce sont jusqu'à 25 milliards de dollars qui auraient pu ainsi quitter la Russie pour une trésorerie dont on peut imaginer qu'elle n'aurait pas été convertie en roubles pour irriguer le marché domestique. L'oligarque vendeur organisait donc le transfert, sur sa fortune personnelle, de la valeur financière du sous-sol russe, et facilitait ainsi une importante évasion de capitaux dont la Russie a aujourd'hui particulièrement besoin. La seconde erreur de Khodorkovsky est d'ordre géopolitique : par son action, il participait au transfert à une compagnie notoirement liée aux intérêts politiques américains de certaines décisions impactant directement l'économie de la Russie. La réaction, certes brutale, de Poutine peut donc s'expliquer comme une riposte à une mainmise d'acteurs étrangers sur les vecteurs de l'indépendance nationale davantage que comme une rivalité politicienne que le Kremlin voulait museler à l'approche d'élections législatives.

2. La Russie membre du G8, et candidate à l'adhésion à l'OMC : l'hypocrisie occidentale

En acceptant la Russie dans leur club, à Denver en 1997, les pays du G7 avaient consacré son retour dans le concert des démocraties qui ont choisi l'économie de marché pour asseoir leur prospérité. Pourtant, il y a dix ans, c'est une Russie en plein chaos économique qui adhère à ce qui était le club élitaire des sept états les plus industrialisés du monde. Elle n'y avait été admise qu'en tant que grande puissance régionale possédant d'immenses arsenaux nucléaires, mais sa crédibilité en tant que force de frappe capable de participer à la régulation économique restait très marginale. Les premières années, la Russie n'était d'ailleurs pas conviée aux volets strictement économiques des sommets européens. Ce n'est qu'en 2004, lors du G8 de Sea Island, que la Russie a été considérée comme un

⁴⁶ LIEVEN Anatol, *Is Khodorkovsky really the victim?*, The International Herald Tribune, 10 juin 2005

partenaire à part entière, grâce à son nouveau poids économique, et également sa volonté de prendre toute sa place dans les instances de la gouvernance économique mondiale.

L'adhésion d'un pays à l'OMC est tributaire d'accords bilatéraux du pays candidat avec chacun des 149 membres de l'organisation (regroupant 97% du commerce mondial). « *Il faut éviter de faire trainer l'adhésion de la Russie à l'OMC (...) nous n'y voyons aucun obstacle sérieux* », déclaration de Philippe de Bruck, secrétaire général de l'UNICE (Union des Industries de la Communauté Européenne), le 8 février 2006. L'intégration économique de la Russie dans des regroupements étatiques pourrait, en outre, être le gage du caractère pacifique de ses ambitions.

B. Des échanges commerciaux incontournables, et source d'incompréhension

1. Un partenariat indispensable, une concurrence naturelle.

Dans le domaine énergétique, l'interdépendance est totale. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne l'a lui-même déclaré : « *une intégration économique profonde et complète entre l'UE et la Russie nous permettra de tirer pleinement parti du potentiel offert par notre partenariat* », ajoutant que « *les exportations russes profitent à l'Europe, et la croissance économique de la Russie doit beaucoup à la stabilité et à la fiabilité des flux de recettes provenant de ses clients européens. Nos intérêts sont interdépendants et une coopération approfondie, reposant sur des principes transparents, bénéficierait aux deux partenaires*⁴⁷ ».

La Russie, premier exportateur de gaz et deuxième de pétrole, est actuellement incontournable pour l'alimentation des pays européens. La dépendance des trois pays Baltes, de la Slovaquie et de la Finlande vis-à-vis du géant russe Gazprom atteint 100 %. Elle est de 87 % pour la Grèce et de 73 % pour l'Autriche⁴⁸. L'Europe n'a donc jamais connu une telle crainte pour ses approvisionnements d'hydrocarbures russes. Elle redoute qu'en refusant l'alignement de sa régulation gazière sur les règles libérales européenne et l'adhésion à la Charte de l'Energie qui unifierait les législations, la Russie profite indûment

⁴⁷ Cité lors du dernier Conseil Européen, à Bruxelles, en décembre 2006, au cours duquel Barroso avait d'ailleurs demandé d' « *éviter de surpolitiser et de dramatiser* » la question énergétique. Paris était sur la même longueur d'onde que Berlin, puisque le président Chirac affirmait qu' « *il n'est pas question de lier des actions morales à des actions économiques, estimant que « ce sont deux domaines différents* ».

⁴⁸ Voir Annexe 4

du commerce avec l'Europe sans en accepter les règles du jeu. De son côté, la Fédération est extrêmement dépendante des exportations vers l'Europe ; elle en est le fournisseur principal. En 2005, la Fédération a réalisé près de 90% de ses exportations gazières totales vers l'Union européenne (126 Gm³ sur 154). En l'état actuel des infrastructures, l'Europe demeurera le marché d'exportation majeur de la Russie à l'horizon 2020. Ces chiffres justifient les nombreux récents déplacements de Vladimir Poutine à Pékin, à Alger, ou dans les pays du Golfe pour sonder d'autres partenariats énergétiques, mais également en Europe, afin de traiter des affaires directes avec les dirigeants nationaux⁴⁹.

2. La vision de Moscou du partenariat économique : l'approche bilatérale.

Simultanément à un objectif de partenariat, la Russie poursuit donc ses efforts pour se constituer en force d'attraction est-européenne, capable de concurrencer l'UE. Moscou estime que le modèle de développement développé par Bruxelles n'est pas le seul possible, et pourrait envisager une alternative très concrète à l'UE, conduisant, à terme à une « Europe bipolaire » au sein de laquelle l'UE et la Russie détiendrait chacun sa sphère d'influence économique, avec croisement ou collision par endroits, notamment dans les États de l' « *étranger proche* ». Critiquant régulièrement la bureaucratie Bruxelloise, les autorités russes privilégient donc la poursuite de relations bilatérales, qu'elles jugent plus efficaces en termes de coopération économique. Ceci permet de contourner tout rejet de proposition avancée par la Russie, de la part de fonctionnaires souvent peu disposés à lui faire des concessions. Pour éviter d'interminables démarches, Moscou s'adresse directement aux dirigeants des grands pays occidentaux qui entretiennent, pour la plupart, des relations cordiales avec Poutine.

C. Les espoirs liés à la politique économique de Poutine.

L'avenir économique de la Russie devrait dépendre du dosage entre l'économie de marché et un dirigisme étatique plus ou moins éclairé. Des espoirs existent, quant à l'amélioration des relations avec l'Union européenne dans le domaine, compte tenu de la forte

⁴⁹ Le 2 mars 2007, après avoir rencontré le premier ministre belge Guy Verhofstad, Poutine déclarait que les deux pays pouvaient construire ensemble un grand dépôt de gaz en Europe pour acheminer le gaz dans des pays tiers, principalement en Grande-Bretagne

interdépendance des deux parties. En reconnaissant une « exception culturelle » russe, d'une part, et en affichant une politique énergétique commune, d'autres parts, l'UE devrait trouver des solutions.

1. La concurrence économique garante de l'indépendance de l'Europe

Les relations énergétiques entre la Russie et l'Union européenne se trouvent à l'aube d'une profonde modification, dictée par une asymétrie croissante entre une monopolisation nationale renforcée au niveau des approvisionnements, d'une part, et une ouverture progressive des marchés en Europe⁵⁰, d'autre part. Dans ce contexte, le débat sur la nature des relations énergétiques entre l'UE et la Russie s'est récemment intensifié. Il est frappant de constater que nombre d'experts préconisent des solutions "défensives", dictées par un manque réciproque de confiance. Toutefois, il faut s'interroger sur la possibilité d'une approche positive. La concurrence est considérée comme une valeur clé universelle, valable pour la définition des relations énergétiques durables entre la Russie et l'Europe. Il apparaît clairement que les autorités communautaires en charge de la concurrence doivent prendre l'initiative d'élaborer un nouveau modèle de relations énergétiques UE-Russie. Le succès d'une telle entreprise sera déterminant pour la sécurité énergétique des pays de l'Union européenne.

2. Quelles solutions pour l'Europe ?

Faute de pouvoir défendre une politique énergétique commune, la Commission de Bruxelles observe impuissante les accords bilatéraux noués par la Russie. « *La question de l'énergie ne concerne pas tel ou tel pays mais tous les pays européens* », plaide dans le désert le commissaire européen à l'Énergie, Andris Piebalgs, tandis que le président de la Commission José Manuel Barroso appelle en vain la Russie à ratifier le traité sur la Charte

⁵⁰ A partir du 1er juillet 2007, tous les Français pourront choisir librement leur fournisseur de gaz et d'électricité, c'est à cette date que les marchés de l'énergie seront totalement ouverts à la concurrence. Voir l'article *Et si demain les Français achetaient leur gaz directement à Gazprom ?*, les Echos.fr, 7 mars 2007

de l'énergie qu'elle a pourtant déjà signée. Moscou fait la sourde oreille, en verrouillant son secteur des hydrocarbures⁵¹.

Face à un tel verrouillage l'Union européenne dispose de peu de solutions. Avant tout, il est nécessaire, pour comprendre la situation en Russie, d'appréhender le pays comme un Etat en quête de puissance, qui ne cherche pas à adhérer aux règles internationales dans le domaine de l'énergie, en raison de cet enjeu. Ensuite, la priorité serait de mettre en place un mécanisme permettant aux pays membres d'organiser leur solidarité en cas d'interruption des approvisionnements. Une seconde parade consiste à construire des gazoducs concurrents au réseau de Gazprom afin de désenclaver le gaz d'Asie centrale. Tel est l'objectif du projet Nabucco soutenu par l'Union européenne, qui alimentera la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie. Enfin, les pays membres devraient s'équiper massivement de terminaux de déliquéfaction de gaz. L'Europe pourrait alors mettre en concurrence la Russie avec les autres pays producteurs comme l'Iran et le Qatar. Il s'agit d'une solution efficace, mais coûteuse.

⁵¹ A chacune des rencontres Russie-UE, Poutine reste ferme sur ses positions, et refuse de ratifier la charte de l'Energie qui lui imposerait de renoncer au monopole de Gazprom sur les exportations de Gaz

CONCLUSION

La question est aujourd'hui de savoir si la Russie restera une « puissance nucléaire responsable », intégrée solidement dans le concert des nations démocratiques, ou si elle deviendra l' « ours imprévisible » qu'elle était sous l'aire soviétique. L'avenir de ses relations avec l'Union Européenne se jouera essentiellement au plan interne. Il dépendra de la situation économique du pays, autant que de sa capacité à renforcer son crédit par une démocratisation complète de sa politique intérieure, notamment dans la gestion de la crise Tchétchène.

Vers quelle direction s'oriente, en effet, le développement interne de la Russie ? Il semble que ce pays suive, sur le plan de sa politique interne, de plus en plus son chemin, et de moins en moins le nôtre...on pourrait donc suggérer qu'il s'agisse d'une troisième voie, que la communauté européenne, parallèlement au soutien qu'elle apporte à la Russie dans le domaine, gagnerait à lui laisser le temps d'évoluer vers une forme de démocratie plus « occidentale ».

Sur le plan économique, la Russie figure parmi les marchés les plus dynamiques. Son organisation interne, ainsi que sa vision « dissuasive » du secteur énergétique suscitent l'inquiétude de la communauté européenne. L'expiration, le 1^{er} décembre 2007, de l'Accord de partenariat et de coopération Russie/UE laisse présager d'importantes discussions à ce sujet. Moins d'un an avant l'échéance, il s'agit de savoir dans quelle mesure ce document déterminant pourrait être renouvelé, et permettre, notamment, de voir les stratégies économiques russes évoluer vers des concepts plus pacifiques.

Le tableau négatif général dont elle fait l'objet vient du fait que la Russie dépasse souvent les limites d'une pression raisonnable, notamment en matière énergétique. Certes, tous les pays usent du chantage, du bluff et des pressions dans la résolution de leurs conflits. Mais la Russie va sans doute trop loin dans l'usage de propos excessifs et le mépris de la réaction des autres. Vladimir Poutine en a encore fait la démonstration lors de son discours

prononcé le 10 février dernier, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité⁵². Pour autant, les à leurs valeurs traditionnelles, et écarter les clichés récurrents qui les empêchent trop souvent d'avoir une approche créative vis-à-vis de ce pays. La solution des relations UE – Russie passe par une coopération sans sujétion. Les Russes, qui sortent du chaos et cherchent leur place sur l'échiquier international, multiplient les occasions de manifester leur attachement aux racines européennes. L'Union joue peut-être sa survie en tant que puissance indépendante dans sa capacité à y répondre avec rapidité et intelligence. « *Il existe en Russie un tropisme pro-européen* », déclarait le Chancelier Schroeder, le 13 novembre 2006 ; « *à nous d'y répondre positivement* ».

Les relations politiques et économiques entre l'UE et la Russie n'ont jamais été faciles⁵³. Les deux parties sont conscientes des enjeux importants qui se présentent aujourd'hui. La Russie de Poutine est sortie d'une logique d'assistance, et se sent prête à assumer ses propres orientations. Cette évolution devrait conduire à envisager les partenariats avec la Russie non pas sous l'angle de l'intégration, mais davantage sous celui d'une association permettant à Moscou de défendre le principe d'un degré de développement politico-économique spécifique.

⁵² Lors de cette conférence, le président de la Fédération s'est livré à un critique tout azimut de la politique des Etats-Unis, coupables, selon lui, d'unilatéralisme agressif dans la gestion des affaires du monde. Le ton parfois vindicatif de Poutine a surpris son auditoire, rappelant le climat de la guerre froide.

⁵³ Par crainte d'un rapprochement entre la RFA et la RDA, l'URSS n'a officiellement reconnu la CEE qu'en février 1989

ANNEXE 1

Sondages récents concernant la société russe (extraits du site www.russiavotes.org)

1. **Sondage du Centre Youri Lévéda** (19-29 août 2005 portant sur 1881 personnes interrogées dans 46 régions) :

« *Quel est votre sentiment sur les étrangers en Russie ?* »

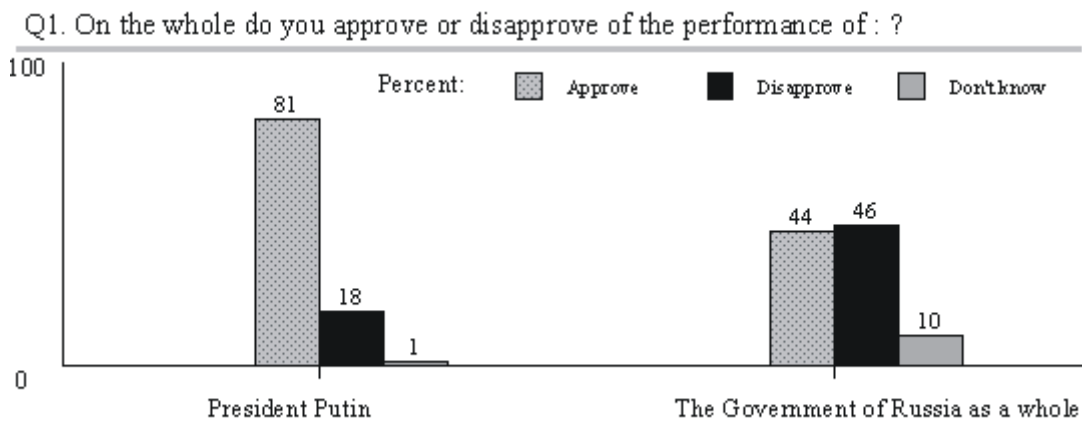
Réponses : 59% des personnes interrogées souhaitaient limiter l'accueil des étrangers ; 37% estimaient que les individus d'origine étrangère sont responsables de beaucoup des maux de la Russie.

2. **Sondage de la VTsIOM** (en 2006 portant sur 2610 personnes interrogées) :

« *Comment doit-on se comporter à l'égard des homosexuels dont le comportement rompt avec toutes les normes généralement admises ?* ».

Les réponses furent les suivantes : il faut les liquider 34%, il faut les isoler du reste de la société 31%, il faut les aider 8%, il faut les laisser tranquilles 29%.

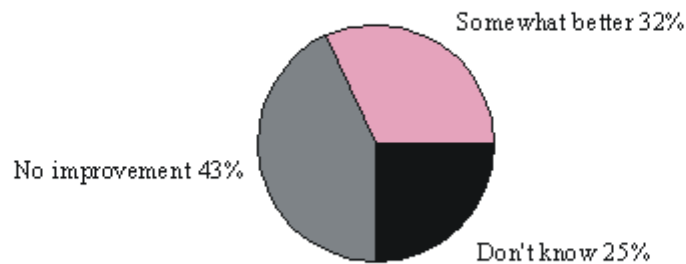
4. **Sondage Levada Center** (16 au 19 février 2007 portant sur 1597 personnes interrogées) :



Source: Levada Center, nationwide survey, 16-19 February 2007, N = 1,597

5. Sondage du Levada Center (en janvier 2007 portant sur 2107 personnes interrogées) :

Q7. Do you think that within a year our life will become somewhat better, or that no improvement will happen?



Source: Levada Center, nationwide survey, 1-22 January 2007, N=2107

6. Sondage du Levada Center (16-19 février 2007 portant sur 1592 personnes interrogées) :

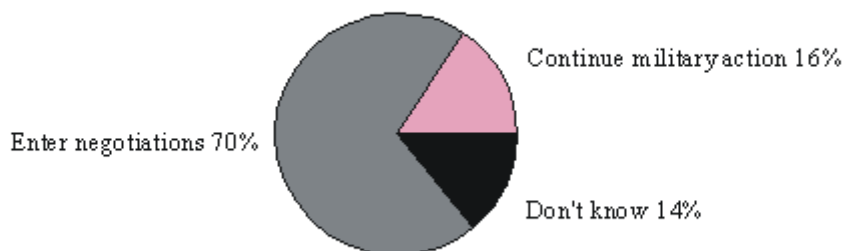
Q. Do you think that things in our country are developing in the right direction or is our country going in the wrong direction?

	All replies
	%
Going in right direction	48
Wrong direction	36
Don't know	16

Source: Levada Center, nationwide survey, 16-19 February 2007, N = 1,592

6. Sondage du Levada Center (16-19 février 2007 portant sur 1592 personnes interrogées) :

Q11. Do you consider that it is necessary to continue military action in Chechnya or begin peaceful negotiations with the "fighters"?



Source: Levada Center, nationwide survey, 16-19 February 2007, N = 1,597

ANNEXE 2

Rapport annuel 2006 – Reporter sans Frontières

(www.rsf.org)

En 2005, les conditions de travail des journalistes ont continué à se dégrader de façon inquiétante et la violence constitue la menace la plus sérieuse faite à la liberté de la presse. Soumise à des amendes exorbitantes et au boycott publicitaire, la presse indépendante se réduit comme peau de chagrin. Autre signe préoccupant : le refus d'accréditation de journalistes étrangers qui confirme la volonté du pouvoir de conserver la mainmise totale de l'information, notamment sur la guerre en Tchétchénie.

En 2005, Pavel Makeev, jeune cameraman de la chaîne Puls d'Azov (région de Rostov sur le Don) et Magomedzagid Varisov, journaliste de l'hebdomadaire Novoe Delo à Makhatchkala (capitale du Daguestan), ont été assassinés en raison de leur activité professionnelle. Le directeur d'un groupe de presse a échappé de justesse à une tentative de meurtre à Samara (sud du pays). Huit journalistes ont été agressés physiquement et huit autres ont été interpellés.

La mort de Paul Khlebnikov, citoyen américain et rédacteur en chef de l'édition russe du magazine Forbes, assassiné par balles le 9 juillet 2004, n'est toujours pas élucidée. Le sort d'Ali Astamirov, correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) en Ingouchie et en Tchétchénie, enlevé le 4 juillet 2003, reste inconnu. Ni les enquêteurs chargés du dossier à Moscou, ni le parquet de Nazran (Ingouchie) n'ont obtenu de résultat. Cette spirale de la violence qui se déroule dans un climat de totale impunité contraint les journalistes à une autocensure généralisée.

En 2005, l'absence de pluralisme du secteur audiovisuel, associé à la disparition de titres de presse écrite indépendants, minés par des amendes exorbitantes, est particulièrement préoccupant en Russie. Le gouvernement contrôle étroitement la publicité, effectuant un véritable chantage envers les journaux indépendants qui se risqueraient à continuer de traiter la guerre en Tchétchénie dans leurs colonnes. Les chaînes de télévision, sous le contrôle total du Kremlin, sont également soumises à une censure très stricte. Les autorités sanctionnent désormais les médias étrangers qui effectuent des sujets liés à la Tchétchénie. Le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé, le 2 août, que les accréditations des journalistes d'ABC ne seraient pas prolongées lorsqu'elles arriveraient à expiration. La chaîne américaine avait diffusé le 28 juillet une interview du chef de guerre tchétchène Chamil Bassaïev, réalisée par Andrei Babitsky.

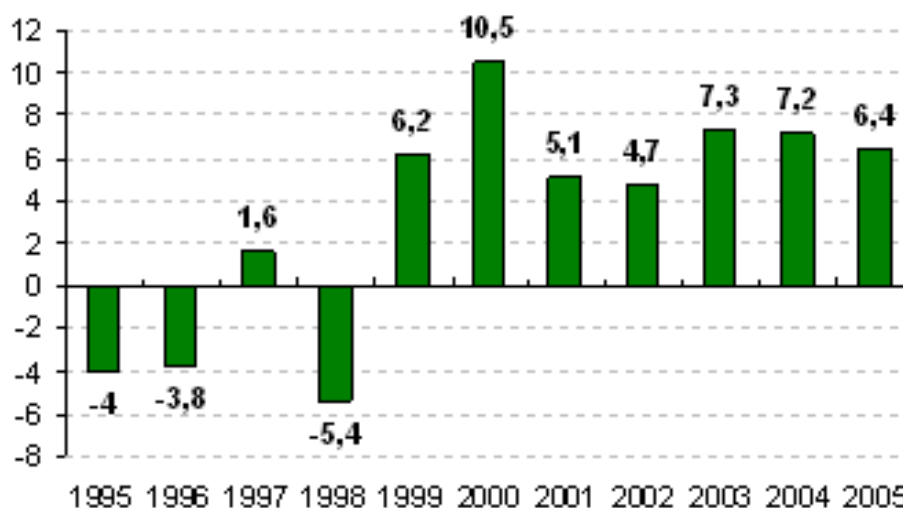
De plus, la législation sur la presse reste très éloignée des standards internationaux. Le journaliste indépendant Eduard Abrosimov a été condamné à sept mois de travaux forcés pour diffamation, le 23 juin 2005, par la cour régionale de Saratov (sud de la Russie). Le 19 août 2005, Nikolai Gochko, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire Odintsovskaja Nedela, condamné le 5 juin à cinq ans de travaux forcés pour « diffamation », a été libéré sous la pression des organisations internationales.

ANNEXE 3

Données économiques sur la Russie

Evolutions des taux de croissance russe depuis dix ans

(en pourcentage, source : Mission économique de Russie, FMI)



Prix du pétrole sur le marché mondial en 1997-2004 (dollars/baril)

Marque	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Urals, Russie	18,33	11,83	17,30	26,63	22,97	23,73	27,04	34,45

(Sources : OCDE, Agence internationale de l'énergie OPEC)

Réserves de change de la Fédération de Russie (en milliards de dollars US)

mai 1998	janvier 1999	janvier 2000	janvier 2001	janvier 2002	janvier 2003	janvier 2004	janvier 2005	novembre 2005
14,6	12,2	12,8	28	36,7	47,8	77,1	124,6	164,7

(Source : Banque de Russie)

Fonds de stabilisation

2005 : 43 milliards de dollars / 2006 : 59 milliards / 1^{er} mars 2007 : 103,55 milliards
(source : Le Figaro économique, 27 décembre 2006 et Banque de Russie)

ANNEXE 4

Données concernant le secteur énergétique

Degré de dépendance en gaz russe des pays de l'Union européenne en 2005 (extrait du Cahier de recherche LEPII N°41, décembre 2006)

	Slovaquie	Finlande	Pays baltes	Grèce	Rép. tchèque	Autriche	Hongrie	Pologne	Allemagne	France	Italie
Importations Gm ³ (1)	7,5	4,5	5,5 (2)	2,4	7,4	6,8	9	7	36	13,2	22
Import. gaz russe /consommation	100%	100%	100%	86,8%	80,8%	73,4%	63,4%	50,2%	36%	26,8%	26%

Notes : (1) Les pays suivants : Espagne, Portugal, Pays-Bas, Belgique, Danemark, Suède, ne sont pas importateurs de gaz russe. Le Royaume-Uni l'est occasionnellement à hauteur de 4 Gm³ ; (2) : Les importations respectives des pays baltes sont de 2,8 Gm³ pour la Lituanie, de 1,4 Gm³ pour la Lettonie et de 1,3 Gm³ pour l'Estonie.

Sources : Rapports Cedigaz, différentes années, et rapport d'activité 2005 de Gazprom.

Les principales prises de participation de Gazprom sur les marchés européens (extrait du Cahier de recherche LEPII N°41, décembre 2006)

Pays	Joint Venture	Part de Gazprom (%)	Activités
Allemagne	Wingas	de 35 à 50	Transport et vente
Autriche	GWH	50	Marketing et trading
	Centrex	25	Marketing et trading
Estonie	Eesti Gaze	37,5	Marketing et transport
Lettonie	Latvias Gaze	34	Marketing et distribution
Lettonie	Stella Vitae	30	Transport
Lituanie	Lietuvos Dujos	37	Marketing et transport
Royaume-Uni	Pennine Natural Gas (PNG)		Marketing

Note. On ne cite pas les petites sociétés de marketing que Gazprom a installées en Allemagne, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, et Grande-Bretagne, et qui ont pu trouver quelques clients industriels et commerciaux ces dernières années.

Sources : Pétrostratégies ; The Moscow Times ; Gas Matters, Petroleum Intelligence Weekly.

« La Belgique accepte de devenir la tête de pont de Gazprom en Europe », Gazetta (RIA Novosti), lundi 5 mars 2007. Extraits.

MOSCOU, 5 mars - RIA Novosti. Lors de la rencontre qu'il a eue vendredi dernier avec le premier ministre belge, Guy Verhofstadt, le président Vladimir Poutine a déclaré que les deux pays pouvaient construire ensemble un grand dépôt de gaz en Europe pour acheminer le gaz dans des pays tiers, principalement en Grande-Bretagne. A la différence de l'Allemagne, les Belges ont accepté de devenir la tête de pont de Gazprom dans l'Union européenne. Le dépôt de gaz souterrain a été échangé contre des diamants. La Belgique s'est vue proposer ce qu'elle ne pouvait refuser : son économie est fondée sur la taille des diamants, une industrie qu'elle cultive depuis des siècles. La capitale de la transformation et du commerce des diamants est

Anvers où l'on recense plusieurs dizaines d'usines de taille et deux bourses diamantaires. En 2008, Anvers pourrait connaître une grave pénurie de matière première car en raison de la politique de démonopolisation de la Commission européenne - notamment celle du marché énergétique - le supermonopole De Beers ne pourra plus commercialiser les diamants du monopole public russe ALROSA (environ 23% du marché mondial).

De l'avis de Guy Verhofstadt, la Belgique pourrait devenir une nouvelle plaque-tournante de la distribution du gaz russe en Europe. La veille de son déplacement à Moscou le chef du gouvernement belge avait déclaré que le royaume ne verrait pas d'objections à l'acquisition par Gazprom de la société nationale Distrigaz (sa vente est prévue par les organismes antitrust européens dans l'optique de la fusion imminente de Suez et de Gaz de France). Dans le même temps il a relevé que la Belgique ne partageait pas les inquiétudes de certains membres de l'UE face à une coopération plus étroite avec Gazprom.

Gazprom ne cache pas qu'il ambitionne de s'implanter dans le réseau de distribution de l'UE, en priorité dans celui de la Grande-Bretagne. Actuellement la part du consortium sur le marché anglais ne dépasse pas 4%. La société espère d'ici à la fin de la décennie occuper 10% du marché britannique.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

COMITE TCHETCHENIE, *Tchéchénie, 10 clés pour comprendre*, Editions La Découverte, 2005

FAVAREL-GARRIGUES Gilles, ROUSSELET Kathy, *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?*, Editions Autrement, 2004

LIZIN Anne-Marie, ZEISLER Nicolas, *Gazprom, stratégie de la Russie*, Edition Luc Pire, 2007

POLITKOVSKAIA Anna, *La Russie selon Poutine*, Editions Buchet-Chastel, 2005

REY Marie Pierre, *Les Russes*, Editions Armand Colin, 2005

VERNET Daniel, *La Russie de Vladimir Poutine : l'héritier du despotisme oriental se tourne vers l'Occident*, La Documentation Française, 2002

Articles de revues

BARANES Edmond, *Et si demain les Français achetaient leur gaz directement à Gazprom ?*, Les Echos, 7 mars 2007

BOYER André, ESTIER Claude, PUECH Jean, VILLEPIN de Xavier, *Rapport d'informations de la Commission des Affaires étrangères et des forces armées du Sénat à la suite d'une mission effectuée en Russie*, 2004

CLEMENT Carine, PAILLARD Denis, *Reconstruction ou déconstruction ? Dix éclairages sur la société russe*, Le Monde diplomatique, novembre 2005, p 18 et 19

DEL VALLE Alexandre, *Le tsar se rebiffe*, Le spectacle du monde, juin 2006

EBERSTADT Nicholas, *Russie l'inévitable déclin*, Futuribles n°252 Avril 2000

FAVAREL-GARRIGUES Gilles, *Vladimir Poutine et la monopolisation du pouvoir*, L'économie Politique N°21, 2004

FINON Dominique, LOCATELLI Catherine, *L'interdépendance gazière de la Russie et de l'Union européenne. Quel équilibre entre le marché et la géopolitique ?*, cahier de recherche LEPII N°41, décembre 2006

GOMART Thomas, *Politique étrangère russe : l'étrange inconstance*, Politique étrangère, 1^{er} trimestre 2006

KOPPEL Roger, *Moscou mérite plus de respect*, Die Welt, dans Courrier International N°819 (Dossier : La revanche de Poutine), juillet 2006

MILOV Vladimir, *Le dialogue énergétique UE-Russie : concurrence contre monopoles* Russie.Nei.Visions, n°13, septembre 2006

MEDISH Mark, *Russie : la transition inachevée*, Politique étrangère, 1^{er} trimestre 2006

ROUSSELET Kathy, *Les ambiguïtés de la société russe*, L'économie Politique N°21, 2004

SAPIR Jacques, *Succès et limites de la reprise russe*, L'économie Politique N°21, 2004

SEDOV Léonid, *Les Russes et les valeurs démocratiques*, Futuribles, septembre 2006

SOKOLOFF Georges, *Le sursaut russe*, RAMSES 2003

PANKOV Gueorgui, *Pas de percée économique russe sans regain d'optimisme collectif*, RIA Novosti, 12 février 2007

VICTOROFF David, *Poutine face aux maîtres du monde*, Le spectacle du monde, juin 2006

Sites internet

www.carnegie.ru/en (Centre Carnegie de Moscou)

<http://fr.rian.ru> (site de RIA Novosti)

www.ladocumentationfrancaise.fr

www.voltairnet.org (réseau de presse non-alignée)

<http://kremlin.ru/eng> (site officiel du président russe)

<http://delrus.cec.eu.int/en/> (site de la délégation de la commission européenne pour la Russie)

http://ec.europa.eu/index_fr.htm (site officiel de la commission européenne)

www.ocde.org (site de l'Organisation de coopération et de développement économique)

www.diploweb.com (revue d'études géopolitiques)

www.rsf.org (site officiel de Reporter sans frontières)

www.hrw.org/French/ (site de l'ONG Human Rights Watch, organisation de défense des droits de l'homme dans le monde)

www.russiavotes.org (site dirigé par Yuri Levada)

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	1
PREMIERE PARTIE	2
UNE « AUTOCRATIE DEMOCRATIQUEMENT LEGITIMEE » : LES MANQUEMENTS DE LA RUSSIE AUX VALEURS EUROPEENNES.	
1. Restauration de l'autorité de l'État.....	2
A. Dictature de la loi : le projet présidentiel de Poutine.	3
B. Verticale du pouvoir : le cas de la Tchétchénie	5
C. Impacts d'une politique intérieure autoritaire sur la société russe	6
2. Réprimandes de la communauté « droit-de-l'homme » européenne.....	8
A. Le « modèle démocratique russe » en ligne de mire	8
B. Quel impact concret sur les relations politiques Russie-UE ?.....	10
3. Le renforcement de l'État comme gage d'un retour sur la scène européenne.	12
A. Le poids de l'héritage	13
B. Renforcement de l'état de droit indispensable à l'émergence d'une société civile.....	14
DEUXIEME PARTIE	17
LE REGAIN DE VIGUEUR D'UNE ECONOMIE ENCORE INCERTAINE LES RAISONS D'UNE RELATION ETROITE MAIS COMPLIQUEE	
1. La transition économique inachevée	17
A. Le renouveau de la croissance intérieure depuis 2000	17
B. La Russie est-elle, pour autant, devenue riche ?.....	19
2. Contestation européenne face à la reprise en main radicale du secteur énergétique.....	21
A. Une structure politico-économique inquiétante.....	22
B. La « dissuasion énergétique ».....	24
3. Un nécessaire pragmatisme économique	26
A. De la « bonne foi » des européens.....	26
B. Des échanges commerciaux incontournables, et source d'incompréhension.....	28
C. Les espoirs liés à la politique économique de Poutine.	29
<u>CONCLUSION</u>	32
<u>ANNEXES</u>	
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	